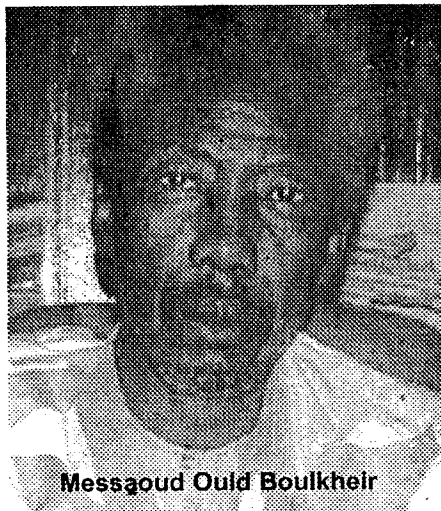


## Gestion de la transition

# L'OPPOSITION NE PARLE PAS DE LA MÊME VOIX !



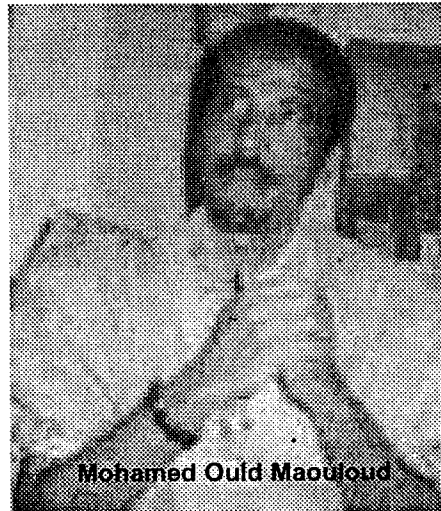
**Messaoud Ould Boulkheir**

Deux semaines après le coup d'Etat du 03 Août, la classe politique, sortie de deux décennies de joutes verbales entre les pour et contre Taya, donne l'impression de tourner en rond. Du côté de l'ex-majorité présidentielle, le RDU, après la sortie d'un communiqué condamnant le



**Gbih Ould Cheikh Melainine**

putsch et appelant au retour à la légalité constitutionnelle, s'est tu. La réaction de l'UDP, elle aussi, s'est limitée à une seule déclaration de soutien aux nouvelles autorités. Quant au PRDS, ses cadres, notables, ex-députés et ex-sénateurs ont trouvé dans les marches et motions de



**Mohamed Ould Maouloud**

soutien au CMJD une nouvelle raison d'être, d'exister.

Si du côté de l'ex majorité présidentielle, on se cherche, les partis d'opposition semblent pris de court par la rapidité du putsch et des garanties offertes sur l'essentiel de leurs revendications électora-

les.

C'est pourquoi sur l'attitude à tenir dans cette phase de transition, sur ce à quoi doit servir cette transition, ils sont loin d'être sur la même longueur d'onde. La période de transition doit-elle servir à régler tous les problèmes politiques pendants ou simplement à créer les conditions d'organisation d'élections libres, transparentes et non entachées de partialité du Gouvernement et de l'Administration.

En inscrivant parmi " les gages de volonté de rupture du CMJD d'avec le régime antérieur ", entre autres, les poursuites judiciaires contre le régime déchu, la mise en place d'une commission chargée de faire toute la lumière sur les événements de 89-92, l'APP demande plus que des élections transparentes.

Il est vrai qu'il s'agit là de questions importantes, qui seront déterminantes de l'avenir proche de la Mauritanie. Mais ce qui est surprenant dans l'attitude de l'APP, c'est qu'elle juge la période de

transition (deux ans,) pendant lesquels tous ces problèmes doivent être réglés, longue. Contrairement à l'APP, le Front Populaire, dans sa seule déclaration d'après putsch, s'est focalisé sur les élections à venir. La généralisation de l'état civil, un bulletin de vote unique, la centralisation des dépouillements au niveau des chefs lieux de Moughataa sont pour le parti de Chbih, entre autres, des mesures sans lesquelles, il n'y aurait pas d'élections libres.

### Vers des divergences entre l'APP et le CMJD

Sur le sort du président déchu, L'AJD veut porter plainte contre lui au niveau des juridictions nationales et internationales et l'APP demande aux nouvelles autorités " d'engager des poursuites judiciaires contre lui. " Les autres partis ne se sont pas prononcés. Concernant les relations avec Israël, le parti de Messaoud Ould Boulkheir est le seul à demander au CMJD " l'annonce de leur rupture.". Certes, les Mauritaniens sont sensibles

aux injustices que vivent les palestiniens. Mais, dans l'ordre des problèmes prioritaires, cette question de politique étrangère doit-elle être un facteur de blocage ? Comme " gage de volonté de rupture du CMJD d'avec le régime déchu", l'APP demande aussi " l'organisation d'un audit international de la gestion économique antérieure et sanctions pénales et administratives pour les responsables." Compte tenu du fait que sur certains aspects il est difficile de dissocier l'avant et l'après 03 Août, cette revendication, de l'avis de beaucoup d'observateurs, pourrait être un véritable facteur de discorde entre le parti de Messaoud et les nouvelles autorités.

### Vaines tentatives de dialogue de l'UFP

Sur ce à quoi doit servir la transition, l'UFP, elle, en appelle vainement depuis le 03 Août au dialogue et à l'esprit de compromis. " Les bases consensuelles minimales dans un cadre de concertation convenu entre l'en-

semble des forces vives du pays " pour réussir la transition qu'elle réclame n'a, visiblement, pas reçu d'échos. Et, dans le cas où on réussirait l'exploit de réunir " l'ensemble des forces vives du pays ", les amener à s'entendre sur un minimum ne sera pas facile. En effet, quand on sait que ceux qui, apparemment, cherchent la même chose (les partis d'opposition) n'arrivent pas à s'entendre, on a une idée de la pagaille qui va régner dans une salle contenant le PRDS, SOS Esclaves, l'UDP, les Cavaliers du changement, les FLAM, le RFD, la société civile...

### Le PRDS profitera des mésententes de l'opposition !

"Le Gouvernement sera en place et sera à votre écoute. Quant à moi, je suis à votre disposition pour vous recevoir et discuter avec vous, sur ma demande ou sur la votre." Cette invitation du Président du CMJD, adressée aux partis politiques le 06 Août, n'a pas encore reçu de réponse à moins que certains n'y soient

aller en catimini- Aucun parti politique n'a pris contact avec le gouvernement ou avec le CMJD. Et dans le cas où ils le feront, ce sera en ordre dispersé. Et, il n'est également pas exclu que certains, une fois devant le nouvel homme fort du pays, mettent en veilleuse leurs revendications pour négocier autre chose. Face à l'incapacité de l'opposition de parler d'une même voix, d'adopter une stratégie commune, certains de ses fidèles militants commencent à envisager sérieusement la solution d'une personnalité indépendante, une troisième voix indépendante du PRDS et de ses opposants traditionnels. Comment une opposition qui n'arrive pas à mettre de l'ordre dans ses revendications, à sortir de la facilité des communiqués et déclarations " élaborés à la hâte ", qui ne sait pas s'il faut, d'abord des élections et résoudre les problèmes après ou l'inverse, comment cette opposition-là peut elle concourir efficacement au suffrage des citoyens ? Avec le départ de Ould Taya, l'opposition, en mal d'adversaire, tâtonne et " fait la

politique très mal " comme l'avait dit quelqu'un lors des rencontres débats de l'UFP, il y a deux ans. Et, pour certains observateurs, cette légèreté, cette naïveté, cette carence d'initiative et cette forte propension de certaines formations politiques à se surestimer et à vouloir toujours y aller en solo, profiteront au PRDS, seul parti, malgré tout, présent sur l'ensemble du territoire national.

En effet, même en cas de transparence totale, de neutralité totale de l'Administration, pour faire bonne figure aux futures échéances électorales, il ne suffira pas de remplir le stade de la capitale ou la nouvelle maison de jeunes de militants. Il faudra aller battre campagne au fin fond des Hodhs, du Guidimagha et d'ailleurs. Autrement dit, dans des coins reculés où alternance, opposition en exil... ne font pas partie du vocabulaire.

**KHALILOU.B.DIAGANA**  
**KHALIOUBI@YAHOO.FR**